

**Communiqué de presse:****“A CHAQUE BALLE QUE VOUS TIREZ, MONTRE-MOI UN CADAVRE ”****Pourquoi le président Kagame apparaît-il comme en préparatif de nouvelles guerres ?**

Après que le président Paul Kagame ait décidé d'effectuer, juste à l'ouverture de la 80e Assemblée générale des Nations Unies, une visite en Azerbaïdjan et en Égypte l'Institut Seth Sendashonga pour la citoyenneté démocratique (ISCID asbl) adresse aux Rwandais et à tous les amis du Rwanda le message suivant:

- 1) La 80e Assemblée générale des Nations unies, qui s'est tenue en septembre de cette année, est intervenue alors que le Rwanda était depuis quelque temps mis en cause et frappé par de sévères sanctions en raison de son rôle présumé dans la guerre qui, depuis trente ans, ravage l'est de la République démocratique du Congo. Le Conseil de sécurité, en particulier, s'est réuni à de nombreuses reprises au cours des trois dernières années et a adopté différentes résolutions liées à cette guerre, dont la plus importante est la résolution 2773, qui ordonne au Rwanda de retirer ses troupes de la RDC et de cesser immédiatement son soutien au mouvement rebelle M23.

L'Institut Seth Sendashonga estime que le président Paul Kagame, à la tête du Rwanda tout au long de ces années de guerres menées contre le pays voisin, aurait dû participer à cette assemblée et expliquer devant ses pairs les raisons de sa politique belliciste, ainsi que rendre compte de l'application de la résolution 2773. Il est incompréhensible qu'il ait préféré aller assister à une course automobile en Azerbaïdjan ou participer à des négociations obscures (certains estiment qu'il s'agissait de démarches liées à l'achat d'armes).

- 2) L'Institut Seth Sendashonga s'inquiète de voir que, trois mois après la signature d'un accord de paix entre le Rwanda et la République démocratique du Congo, les combats se sont intensifiés au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, avec la participation continue des troupes rwandaises. Plus particulièrement, l'Institut s'interroge sur les intentions qui se cachent derrière le discours prononcé par le chef de l'État à Gabiro, le 25 août dernier, lors de la clôture d'une session de

formation militaire. Dans ce discours, le président Kagame est apparu comme préparant de nouvelles guerres, ou comme voulant intensifier celles déjà existantes, en les rendant plus meurtrières. A chaque balle qui sort de votre fusil, il faut un cadavre dans les rangs de l'ennemi ou un avion qui s'écroule, a-t-il dit en substance! Ce qui inquiète encore davantage, c'est que parmi ces «ennemis du pays», le président Kagame a inclus les citoyens qui critiquent la politique de son gouvernement sur les réseaux sociaux, laissant entendre qu'eux aussi pouvaient être abattus mortellement. Beaucoup de Rwandais ont entendu dans ces propos du chef de l'État une absence totale de perspective de paix, que ce soit à l'intérieur du pays, avec les pays voisins, ou même dans les pays qui accueillent des réfugiés rwandais. Faut-il donc croire que le sang déjà versé est encore insuffisant au point qu'il faille en verser davantage ? Les Rwandais n'ont-ils pas, au contraire, le droit d'ouvrir un véritable dialogue sur la voie vers une paix durable, plutôt que de vivre sous la menace d'être abattus?

- 3) L'Institut Seth Sendashonga affirme que le principal problème du Rwanda est l'absence d'un projet politique visant à instaurer une paix véritable. Après 31 ans au pouvoir, le FPR Inkotanyi a transformé le pays en bien privé d'un seul homme. Toute tentative d'alternative est assimilée à une hostilité. Résultat : un pays où personne n'ose parler ni contester. La rhétorique et les pratiques de la terreur n'ont d'autre objectif que de réduire le Rwanda à une prison politique appartenant à Paul Kagame et à ses héritiers.
- 4) L'Institut rappelle qu'il y a 64 ans, les Rwandais ont rejeté la monarchie et la féodalité, et que le pouvoir ne saurait donc plus être la propriété d'un individu ou d'une famille. La Constitution adoptée par les Rwandais prévoit que chaque citoyen remplissant les conditions requises a le droit de briguer les responsabilités de direction du pays. C'est dans ce cadre que Madame Victoire Ingabire Umuhiza a fondé le parti DALFA-UMURINZI et a présenté ses idées politiques divergentes. Elle a eu le courage de revenir au Rwanda pour les défendre. Le choix du président Kagame de la persécuter et de la faire emprisonner à nouveau, alors qu'il sait parfaitement qu'elle ne fait qu'exercer une activité politique légitime, illustre sa volonté de traiter le Rwanda comme

sa propriété personnelle, au prix de lourdes conséquences. L'Institut Seth Sendashonga salue la décision du Parlement européen, adoptée le 10 septembre 2025, qui demande la libération immédiate et sans conditions de Madame Victoire Ingabire et des membres du parti DALFA-UMURINZI. Il est souhaitable que d'autres institutions, pays et partenaires du Rwanda prennent exemple sur cette décision et se mobilisent à leur tour, chacun selon ses moyens.

- 5) L'Institut appelle les Rwandais à la patience et à la persévérance. Aujourd'hui, le régime du FPR-Inkotanyi a conduit le pays dans une misère sans précédent à cause des sanctions économiques imposées par la communauté internationale. Les citoyens sont écrasés par des impôts toujours plus lourds, pendant que le président Kagame parle de « durcir le régime » (accroître la répression) pour empêcher toute contestation. Plus la dictature se sent acculée, plus elle devient brutale, arbitraire et oppressive. Les larmes que versent les Rwandais depuis des années trouvent là leur origine. Mais cela ne doit pas décourager le peuple. Le moment est venu pour chacun, selon ses moyens, de contribuer à bâtir un avenir meilleur.

Fait à Bruxelles, le 01 Octobre 2025

Jean-Claude Kabagema

Président de l'ISCID asbl

